



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix sept le 9 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 3 mai 2017, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. SABOURAUD, Mme LUCKHAUS, Mme HOLGADO, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme MARECHAL à M. CAVALEIRO, Mme MERCHADOU à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. GEDON à M. ELIAS, M. BODIN à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. RIMARK, M. GABARD à M. CARREAU

Etait excusé:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 19

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

7 – SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - ATTRIBUTION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La ville de Blaye participe à la vie associative et apporte son concours par le biais de subventions.

Dans le cadre du 45^{ème} anniversaire du jumelage Blaye – Zülrich, une délégation a été accueillie par le comité sur trois jours.

A ce titre, le comité de jumelage a sollicité la ville pour obtenir une subvention exceptionnelle d'un montant de 400 €.

Dans cette optique, il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à attribuer la subvention au Comité de jumelage Blaye/Zülrich.

Les dépenses sont prévues à l'article 6748 du budget de la commune.

La commission n°2 (Culture - Associations Culturelles - Manifestation) s'est réunie le 28 avril 2017 et a émis un avis favorable.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 28 avril 2017 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 12/05/17

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-20170509-

52166-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK